

Nicolas Mariot (CNRS, CURAPP)

Compte rendu de *Ecrire, compter mesurer. Vers une histoire des rationalités pratiques*, sous la direction de Natacha Coquery, François Menant, Florence Weber, Editions Rue d'Ulm, 2005.

A paraître dans la *Revue de synthèse*, « Le marché dans son histoire », t. 127, n°2, automne 2006.

Cet ouvrage collectif, issu d'un colloque tenu à l'ENS en mars 2001, rassemble les contributions de onze historien-ne-s, d'un anthropologue (Alban Bensa), d'un sociologue (Alain Desrosières) et d'une économiste (Agnès Gramain). Il propose un ensemble de questionnements sur les opérations ordinaires ou quotidiennes qui permettent de penser et de mettre en pratique des échanges économiques, autrement dit sur les usages des technologies à l'œuvre pour matérialiser ces échanges : registres, tableaux, listes, inventaires, techniques comptables. Quelle est leur genèse, comment sont-elles utilisées, et, surtout, à quoi servent-elles ?

Au croisement d'une histoire de la comptabilité, d'une sociologie de la quantification et d'une ethnographie des échanges, l'ouvrage embrasse une période chronologique vaste, du Moyen Age à nos jours. L'entreprise est assez rare pour être soulignée, tant le dépaysement historique de longue durée offre ici de suggestives possibilités pour se défaire de nos évidences concernant des procédures de mise en forme et de mesure qui nous sont aujourd'hui aussi naturelles (chacun de nous tient ou fait tenir ses comptes, reçoit des tableaux, élabore des listes, est abreuvé de multiples indications métrologiques) qu'étrangères (tant elles sont de plus en plus souvent laissées à des professionnels de la comptabilité ou de la mesure). L'un des intérêts essentiels de ce travail consiste en effet à montrer comment, sous quelles formes et dans quels buts se sont progressivement imposées des institutions de contractualisation et de comptage aujourd'hui parfaitement cristallisées, au point que l'on ne s'interroge plus sur ce qu'elles permettent de dire et de faire.

On peut résumer ainsi l'argument général de l'ouvrage : la progressive institutionnalisation des instruments de régulation économique ne doit pas être comprise à travers le seul prisme d'un effort de rationalisation d'ordre procédural. En effet, les

techniques de gestion des interactions économiques ont aussi des effets sociaux : elles ne font pas que mettre en forme des échanges ou rendre possible des mesures, elles établissent des liens, effectuent des actes et construisent des agrégats qui ne vont pas de soi, même si leur réalité sociale n'est aujourd'hui plus mise en question. C'est pourquoi toute interrogation sur leurs potentialités en termes d'efficacité procédurale doit s'accompagner d'une interrogation sur leurs usages sociaux, passés et présents. Pour ne prendre que quelques exemples, comment comprendre ce que représentait la tenue d'un livre de compte dans une famille illettrée du Moyen Age (Florent Hautefeuille) ? Comment expliquer, sous la seule hypothèse de rationalisation, l'établissement des premiers comptes des établissements religieux du Moyen Age, qui tombent rarement juste sur le plan arithmétique (François Menant) ? Comment analyser la comptabilité des cadeaux dans la société kanak contemporaine, qui utilise la monnaie européenne à la fois comme unité de compte et comme vecteur de l'échange rituel, et la technique scolaire du cahier (Alban Bensa) ? Que fait-on lorsque l'on considère qu'il est non seulement possible mais utile de calculer un bonheur brut national, de mesurer l'opinion publique ou la performance d'un hôpital psychiatrique (Alain Desrosières) ? Comment l'économiste peut-il tenir compte des raisonnements indigènes, et le doit-il (Agnès Gramain) ?

Sans entrer dans le détail des communications, on peut insister sur quelques points remarquables de l'ouvrage.

L'introduction générale rédigée par les trois organisateurs du colloque qui ont aussi coordonné l'édition de l'ouvrage articule la problématique théorique pluridisciplinaire et sa mise en œuvre concrète dans la présentation descriptive des différentes enquêtes. Quatre communications publiées ailleurs (Joseph Morsel sur les enjeux sociaux et symboliques de l'écriture médiévale et son articulation avec l'oralité ; Yannick Lemarchand sur les manuels de comptabilité des 17^{ème} et 18^{ème} siècles ; Jérôme Gautié sur la déconstruction du chômage à la fin du 20^{ème} siècle ; Florence Weber sur la socialisation économiques dans les classes populaires au 20^{ème} siècle) sont reprises en ligne sur le site de l'éditeur (<http://presses.ens.fr>) pour compléter les états de la question proposés ici par François Menant sur la naissance de l'écriture pratique au Moyen Age et par Pierre Portet sur les techniques du

calcul élémentaire dans l'Occident médiéval. L'ensemble permet au non spécialiste de se repérer dans le monde des médiévistes et, surtout, de mieux saisir les enjeux des contributions plus spécialisées de l'ouvrage. La postface de Karine Chemla montre l'intérêt d'une telle entreprise du point de vue de l'histoire des sciences, tout en ouvrant des perspectives passionnantes sur le tournant de l'écriture pratique qui intervient à la même époque en Occident et en Chine.

Deux contributions viennent à propos remettre en question de façon particulièrement originale et stimulante le lien souvent admis entre écriture pratique et rationalisation des échanges, rediscuté ici par Giacomo Todeschini. Ludolf Kuchenbuch montre *a contrario* que la généralisation de l'écriture ne doit pas être pensée comme condition première et nécessaire à l'essor des techniques de mesure et de comptage, puisqu'il a existé en Europe, jusqu'à récemment, des baguettes à entailles qui permettent des comptages importants et susceptibles d'être conservés dans le temps sans recours à l'écrit. Seconde facette de l'argumentation *a contrario* : les techniques rationnelles de calcul peuvent s'appliquer à des échanges totalement séparés de la sphère marchande, comme dans le cas des comptages et des listes de cadeaux chez les Kanaks (Alban Bensa).

De manière générale, les diverses communications proposent toutes des points de vue nuancés qui constamment offrent de se défaire de ce qui serait une histoire évolutive linéaire de la comptabilité. Ainsi, l'écrit ne vient pas remplacer dans les échanges mais accompagner les liens oraux, qui perdurent fort longtemps (Joseph Morsel indique que l'usage de l'écrit n'est longtemps légitime que si le papier est lu publiquement). Ou encore, l'existence de l'outil de mesure ne signifie pas nécessairement son adoption immédiate et entière : Natacha Coquery souligne ainsi que le petit commerce tient ses registres (et encore de façon lacunaire et erratique) parce qu'il y est obligé par l'Etat, et non parce que l'outil lui serait vraiment « utile ». Il faudra attendre le développement d'un enseignement de ces techniques pour que leur usage se diffuse réellement et de façon « rationnelle » au sens où on l'entend aujourd'hui. De même, les compétences techniques des professionnels de l'échange, du 14^{ème} au 16^{ème} siècles, analysées par Marc Bompaire, semblent bien plus importantes, même si elles sont fondées sur une arithmétique vouée à disparaître par la suite,

que celles des boutiquiers du 18^{ème} siècle, qui tiennent leurs comptes de façon très proche des marchands hanséatiques des 13^{ème} et 14^{ème} siècles : de tels rapprochements, inattendus, montrent tout l'intérêt d'un dialogue sur ces thèmes entre spécialistes de périodes traditionnellement étanches.

On peut pourtant formuler deux regrets. D'une part, si le rôle de l'introduction de techniques de comptabilité et de prévision dans l'essor de l'Etat est bien mis en valeur (par Dieter Scheler sur les chapitres rhénans des 14^{ème} et 16^{ème} siècles, et par Guido Castelnovo et Christian Guilleré sur les châtelainies savoyardes à la fin du 13^{ème} siècle), il manque sans doute un article faisant plus de place aux fonctions de contrôle et de gestion à distance des sujets ou des citoyens permises par l'usage de l'écrit et du comptage statistique (bien que ce thème soit mentionné à plusieurs reprises). D'autre part, il aurait été extrêmement intéressant de confronter les quatre communications sur la genèse de la comptabilité commerciale à un article s'intéressant à l'expertise comptable actuelle (même si Alain Desrosières dit bien les raisons de cette absence d'intérêt scientifique pour la comptabilité d'entreprise comme technique). Il aurait sans doute permis de conforter certaines conclusions de l'ouvrage en montrant que l'institutionnalisation du métier d'expert comptable et le raffinement des techniques mis en œuvre n'a pas pour autant supprimé ni les jeux sur la comptabilité des transactions des PME ou des petits commerçants, toujours liées à des relations de face à face et parfois simplement orales (involontairement ou sciemment d'ailleurs), ni les accommodements toujours possibles entre l'entrepreneur, fût-il d'envergure, et son comptable.

Toujours est-il que cet ouvrage d'une grande richesse intéressera à n'en pas douter de nombreux spécialistes des sciences sociales, tant sa problématique est novatrice et tant est large la palette des études rassemblées. Il représente un exemple rare de renouvellement en profondeur d'un champ d'investigation trop peu développé en langue française à partir d'une perspective qui rompt avec les frontières entre disciplines et entre périodes historiques. Enfin, il éclaire de façon neuve, bien qu'indirecte, des débats actuels très importants, sur les enjeux politiques et pratiques de la comptabilité et de la mesure.